

Évaluation formative du Programme d'aide à l'édition savante (PAES)

Partie II : Contexte de l'édition d'œuvres savantes

Préparé à l'intention du :

Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)

Préparé par :

Goss Gilroy Inc.
Conseillers en gestion
150, rue Metcalfe, bureau 900
Ottawa (Ontario) K2P 1P1
Tél. : (613) 230-5577
Télec. : (613) 235-9592
Courriel : ggi@ggi.ca

22 novembre 2004



GOSS GILROY INC.

Management Consultants
Conseillers en gestion

1.0 Contexte de l'édition d'œuvres savantes

La présente section décrit sommairement le contexte général de l'édition d'œuvres savantes dans lequel s'inscrit le Programme d'aide à l'édition savante. Elle donne un aperçu :

- du mandat des éditeurs de livres savants, des méthodes que ces derniers utilisent et des marchés auxquels ils accèdent;
- des activités d'édition d'œuvres savantes telles qu'elles sont exercées au Canada;
- des enjeux et des perspectives actuels majeurs dans le domaine.

1.1 Les tenants et aboutissants de l'édition d'œuvres savantes

1.1.1 Un mandat de service

Les éditeurs de publications savantes assurent essentiellement une fonction de service. En publiant sous forme de livre les travaux de recherche évalués par des pairs, les éditeurs assurent des services tant au milieu de la recherche qu'aux universités.

Ces services comportent les principaux aspects suivants :

- évaluation et amélioration du contenu rédactionnel des travaux de recherche;
- conception et production professionnelles de manuscrits sous forme de livre;
- diffusion de la recherche par le truchement des bibliothèques universitaires, des librairies, des grossistes, d'Internet et d'autres moyens;
- création d'outils permettant de juger de la qualité de la recherche et des qualifications requises pour l'obtention d'une promotion au sein du système universitaire.

Vus dans ce contexte, les éditeurs d'œuvres savantes ne sont pas incités à faire des profits. La grande majorité d'entre eux sont rattachés à une université, même s'ils sont constitués en personne morale distincte de celle-ci. Ils présentent certaines similitudes

avec leurs collègues des maisons d'édition commerciales, mais uniquement au sens où ils utilisent des méthodes industrielles pour parvenir à leurs fins fondamentalement non commerciales.

Les maisons d'édition savantes répondent aux besoins du milieu de la recherche, au plan macroéconomique, en publiant des « monographies » savantes – c.-à-d. des livres traitant d'un seul sujet ou d'un seul thème qui apportent une contribution originale à l'avancement des connaissances – et en veillant à ce que la recherche financée par les universités et les organismes gouvernementaux soit diffusée par un véhicule pratique et accessible, à l'échelle nationale et internationale.

Au plan microéconomique, les chercheurs bénéficient de l'édition de publications savantes de plusieurs façons. Ils ont accès aux travaux de recherche les plus récents produits par leurs pairs. Ils peuvent aussi avoir accès à une évaluation par les pairs reconnue professionnellement et à la diffusion de leurs travaux de recherche. Ils peuvent aussi obtenir, ce qui est souvent une condition indispensable à la titularisation et au prestige, la publication de leurs travaux sous forme de livre.

Dans une large mesure, il pourrait être avancé que les processus de recherche et d'avancement professionnel, en particulier, dans les domaines des sciences humaines et sociales, dépendent de l'édition savante. Comme l'a écrit récemment Cathy N. Davidson, vice-rectrice, Études pluridisciplinaires, à Duke University : [traduction] « Depuis des décennies, la publication d'un livre et de plusieurs articles examinés sont la condition préalable à l'accès à la titularisation dans le domaine des sciences humaines et sociales » (*Chronicle of Higher Education*, 3 octobre 2003).

1.1.2 Presses universitaires

La création des presses universitaires a découlé du besoin qu'ont les chercheurs de communiquer avec d'autres chercheurs oeuvrant dans leur domaine. Puisque les presses universitaires ont été créées pour répondre aux besoins du milieu de la recherche universitaire, la grande majorité d'entre elles sont liées d'une façon ou d'une autre à une université. Un chercheur qui communique un message de grande portée aux lecteurs – un Marshall McLuhan, un Claude Levi-Strauss et un Stephen Hawking – fera affaire un jour avec une maison d'édition commerciale. Toutefois, presque invariablement, ces auteurs ont, au départ, fait publier leurs œuvres par des presses universitaires – souvent il

s'agissait d'une presse rattachée à leur université. Cependant, ce ne sont pas toutes les universités qui gèrent des presses universitaires et la plupart de ces presses sont disposées à publier les œuvres de chercheurs provenant d'autres établissements, pour autant que leurs œuvres relèvent d'un domaine dans lequel la presse universitaire se spécialise.

À mesure qu'une presse universitaire se développe et s'intéresse à un plus grand nombre de disciplines et de marchés, elle acquiert généralement une plus grande autonomie. Elle embauche son propre personnel professionnel et élabore ses propres politiques et procédures. Elle peut aussi commencer à acquérir plus d'indépendance à l'égard du corps professoral et de l'administration. Bien que certaines presses universitaires demeurent la propriété exclusive de leur institution mère, d'autres sont devenues des sociétés distinctes afin de bénéficier d'une plus grande souplesse administrative et financière.

La plupart des presses universitaires tirent toutefois divers avantages de l'institution mère : des avantages tangibles comme le versement de subventions d'exploitation ou de subventions à l'infrastructure physique ou des avantages intangibles comme le prestige de l'institution ou l'accès aux auteurs ou aux manuscrits. Constituées en société distincte ou non, les presses universitaires demeurent des organismes sans but lucratif à des fins juridiques et fiscales.

Les presses universitaires publient la grande majorité des livres savants en Amérique du Nord et en Europe. Cela dit, une proportion non négligeable de livres savants est publiée par des éditeurs privés, à but lucratif. Il s'agit généralement d'entreprises spécialisées dans les manuels universitaires et le matériel de cours, qui ont déjà pénétré le marché universitaire. Il peut s'agir aussi de petites presses littéraires ou de presses régionales ayant des intérêts particuliers qui s'étendent de temps en temps jusqu'à l'étude érudite dans leur domaine d'expertise. En pareil cas, les éditeurs diffusent des œuvres savantes sans attendre de profit, mais en espérant cependant jouir d'avantages complémentaires tels que l'entretien de bonnes relations avec les auteurs, ou parce qu'ils jugent ces œuvres importantes sur le plan culturel.

1.1.3 Évaluation par les pairs et autres méthodes utilisées par les presses universitaires

Les presses universitaires et les maisons d'édition à but lucratif se distinguent à maints égards, mis à part la constitution en personne morale et le financement. L'une des principales différences réside dans leur méthode de sélection des manuscrits en vue de leur publication et dans leur méthode de préparation des manuscrits en vue de leur impression.

Une presse universitaire emploie généralement des réviseurs ayant une expertise dans une ou plusieurs grandes disciplines. Celles-ci sont liées aux domaines d'expertise de l'université, qu'il s'agisse des études médiévales, des sciences politiques, de l'histoire, de la littérature, du droit, de la médecine, des sciences forestières, etc. Outre les titres de compétence, les réviseurs des presses universitaires doivent avoir des compétences particulières. Au nombre de ces compétences, mentionnons une capacité au traitement rédactionnel éclairé des travaux de recherche de pointe et à la supervision du système d'évaluation par les pairs de la presse universitaire.

L'évaluation par les pairs est un processus de contrôle de la qualité propre aux presses universitaires et s'inscrit dans la culture d'une recherche sérieuse. Une fois accepté par une presse universitaire pour faire l'objet d'un examen, un manuscrit est évalué non seulement par les réviseurs à l'interne mais aussi par d'éminents chercheurs du domaine. Ces derniers peuvent travailler au Canada ou à l'étranger. On leur demande d'évaluer la rigueur et la pertinence du contenu du manuscrit ainsi que la qualité de l'œuvre en tant que contribution originale à l'avancement des connaissances.

Les réviseurs de presses universitaires désignent au moins deux lecteurs pour évaluer chaque manuscrit, obtiennent leurs critiques et formulent des recommandations quant à la publication ou non du manuscrit. Si les critiques se contredisent, une troisième évaluation est demandée. La recommandation résultante du service de rédaction est ensuite soumise au comité des publications de la presse universitaire, qui se compose de chercheurs chevronnés provenant de l'université. Un des facteurs clés dans la décision du comité peut être la volonté de l'auteur de procéder aux révisions recommandées par les évaluateurs pour améliorer le manuscrit.

La gestion de ce processus requiert des connaissances, de l'expérience et des compétences qui ne sont pas nécessaires chez les réviseurs de maisons d'édition conventionnelles. L'évaluation par les pairs est l'une des activités les plus exigeantes en

main-d'œuvre, les plus longues et coûteuses de l'édition d'œuvres savantes, car ce processus occasionne des frais liés au maintien d'un service de rédaction compétent.

Une fois prise la décision de publier un manuscrit, les méthodes utilisées par les presses universitaires ressemblent à celles d'un éditeur commercial. Le travail structurel et éditorial peut être accompli par un réviseur à l'interne ou un réviseur indépendant, selon les disponibilités en personnel de la presse universitaire. Le type de caractère, la mise en page et la couverture peuvent être conçus par un graphiste à l'interne ou par un graphiste indépendant. L'impression du livre est effectuée par un imprimeur commercial ou – dans des cas exceptionnels, comme la University of Toronto Press – à une imprimerie appartenant à la presse universitaire.

À l'instar d'autres éditeurs, les presses universitaires publient deux fois par année des catalogues utilisés comme outils de commercialisation auprès des librairies et des marchés cibles d'universitaires. Sous d'autres rapports, la commercialisation d'œuvres savantes est adaptée à chaque discipline et est souvent axée sur les expositions de livres à des conférences et des listes de publipostage spécialisées. Les ventes et le budget publicitaire sont souvent limités par le petit marché qu'est celui des ouvrages savants.

1.1.4 Le marché des livres savants

Le marché de la plupart des livres savants est très petit, même s'il est souvent international. Il existe toujours des exceptions à cette règle. En effet, des livres canadiens comme *La Galaxie Gutenberg* ou *The Vertical Mosaic* sont parvenus à déroger à la règle et sont devenus des succès de librairie sur le marché non universitaire, à la grande surprise de leur éditeur. Cela dit, même les travaux d'érudition qui sont remarquables sur le plan intellectuel, qui font preuve d'originalité ou qui revêtent sans aucun doute une grande importance sur le plan théorique sont lus généralement par des universitaires et des étudiants.

Les lecteurs se procurent des livres savants soit par l'achat à l'unité dans des librairies ou auprès de cybermarchands ou de grossistes en livres scolaires soit par l'emprunt dans des bibliothèques universitaires. Les achats des bibliothèques universitaires ont une incidence majeure sur les ventes de travaux d'érudition. En fait, il est largement reconnu que les ventes réalisées auprès des bibliothèques nationales et internationales représentent « la part du lion des commandes reçues par les presses universitaires. » (Voir « The Future of

Scholarly Publishing », un rapport produit en 2002 par la Modern Language Association (MLA) aux États-Unis, qui a été reproduit dans *Journal of Scholarly Publishing*, Vol. 34, N° 2, janvier 2003). L'interdépendance entre les milieux de la recherche et de l'édition est souvent rendue par l'expression « publier ou mourir », mais l'édition savante en soi pourrait périr sans un marché en santé des bibliothèques universitaires.

Le déclin continu des achats de livres savants par les bibliothèques universitaires au cours des deux dernières décennies en Amérique du Nord est donc lourd de conséquences. Plusieurs facteurs interdépendants expliquent ce déclin. Les gouvernements ont réduit leurs dépenses allouées à l'éducation et aux établissements d'enseignement qui gèrent des bibliothèques. Pour aggraver cette situation, les bibliothèques universitaires ont modifié leurs habitudes d'achat. Elles investissent dorénavant une bonne partie de leur budget consacré aux publications dans l'achat d'articles autres que les livres, plus particulièrement dans l'achat de revues. Ce changement où l'achat de bases de données coûteuses et de publications électroniques traitant de sciences et de technologies occupe une plus grande place a réduit considérablement la disponibilité des fonds alloués à l'achat de livres dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Le rapport susmentionné du MLA fait état de l'ampleur de ce changement dans les dépenses en mettant en avant les conclusions de l'Association of Research Libraries aux États-Unis :

[traduction]

« [...] au cours de la dernière décennie, nous avons assisté à une explosion tant dans la quantité que dans les prix des publications scientifiques, et les ressources que cela requiert accaparent une bonne partie des budgets des bibliothèques. Selon une étude réalisée par l'Association of Research Libraries, de 1986 à 1997, le coût unitaire des publications en série [revues et magazines] a augmenté de 169 p. cent contre 62 p. cent pour les monographies dont le nombre de pages équivaut à celui d'un livre. Il s'en est suivi que les dépenses des bibliothèques universitaires consacrées aux publications en série ont augmenté de 142 p. cent, tandis que les dépenses occasionnées par l'achat de monographies n'ont augmenté que de 30 p. cent. »

L'effet net de ces changements, selon l'Association of Research Libraries, s'est traduit par les modifications suivantes dans les achats des bibliothèques :

Tableau 1.1.4.1 Achats des bibliothèques universitaires

	1986	1997
Proportion des budgets de bibliothèques consacrés aux livres	44 %	28 %
Proportion des budgets de bibliothèques consacrés aux revues	56 %	72 %

Le directeur de la University of Illinois Press, Willis G. Regier, a écrit que cette tendance se traduit par une réduction marquée des ventes d'une monographie représentative, effectuées auprès des bibliothèques par une presse universitaire américaine : de 800 ou de 1 000 exemplaires vendus aux bibliothèques au cours des années 1980, les ventes sont passées à moins de la moitié de ces chiffres à l'heure actuelle (*Chronicle of Higher Education*, 13 juin 2003).

Dans le même article, Regier a attribué cette nouvelle donne aux fortes hausses de prix des revues scientifiques, médicales et technologiques, causées par la présence accrue de conglomerats multinationaux dans le monde de l'édition, tels que Reed Elsevier et Springer Verlag. Regier a également fait référence à la concurrence accrue pour obtenir l'argent des bibliothèques, en raison du nombre croissant de livres publiés par les presses universitaires elles-mêmes. Compte tenu de l'affaiblissement du marché des bibliothèques, qui représentait auparavant la moitié ou plus de leurs ventes, les presses universitaires américaines se tournent de plus en plus vers l'édition de livres pouvant être vendus par des librairies commerciales. Cette tentative de solution aux problèmes financiers a eu des conséquences problématiques qui sont analysées à la section 1.3.2, « Accessibilité et pertinence sur le plan social ».

Ces problèmes ne sont pas propres aux États-Unis. Des changements similaires se sont produits sur le marché canadien de l'édition savante et des bibliothèques, et le même genre de répercussions s'est fait sentir sur nos presses universitaires. En outre, étant donné le caractère international de la recherche et de l'édition savante, le marché auquel ont accès les presses universitaires est touché par les changements survenant à l'extérieur du pays. Le tableau ci-après établi par Arden Ford, directeur administratif de McGill-Queen's University Press, pour le compte de l'Association des presses universitaires canadiennes, illustre que six éditeurs de publications savantes de langue anglaise au Canada perçoivent près de 50 p. cent du produit de leurs ventes des exportations vers

les États-Unis principalement. Ils subissent par conséquent les retombées de la modification des habitudes d'achat des bibliothèques universitaires américaines. Par exemple, un cadre dirigeant de la University of Toronto Press estime que les ventes réalisées par sa presse universitaire auprès des bibliothèques universitaires ont chuté dernièrement de près de la moitié.

Tableau 1.1.4.2 Ventes intérieures et ventes destinées à l'exportation de six presses universitaires¹

	2003	2002	2001
Ventes intérieures	5 189 187 \$	5 589 256 \$	5 518 848 \$
Ventes destinées à l'exportation	5 006 713 \$	5 084 892 \$	5 391 593 \$
Ventes totales	10 95 900 \$	10 674 148 \$	10 910 441 \$
Exportations en % du total des ventes	49 %	48 %	49 %

Presses incluses dans l'étude : University of Toronto Press, McGill-Queen's University Press, University of British Columbia Press, University of Alberta Press, Wilfrid Laurier University Press, Institut pontifical des études médiévales

1.1.5 Versement de subvention à l'édition savante

Comme l'a indiqué Cathy N. Davidson dans l'article paru dans *Chronicle of Higher Education*, cité précédemment : [traduction] « En fin de compte, le modèle de fonctionnement de l'édition savante n'est pas viable financièrement – ça n'a jamais été le cas, il n'a jamais été prévu que ce le soit et ce ne doit pas l'être. Si la recherche était payante, nous n'aurions pas besoin de presses universitaires. Sans une forme quelconque de subvention, l'édition savante ne peut exister. »

Il faut subventionner le secteur, car les ventes de livres savants sont trop faibles et trop lentes pour rapporter suffisamment de revenus et couvrir les coûts liés à la publication de ces livres. Les subventions peuvent provenir de diverses sources, y compris du travail bénévole des évaluateurs de manuscrits. Les deux principales sources de subvention directe sont les universités qui gèrent des presses universitaires et les programmes de financement qui subventionnent les publications.

¹ A. Ford, Association of Canadian University Presses/Association des presses universitaires canadiennes, 7 janvier 2004.

Les universités mères peuvent verser des subsides d'exploitation et également une aide financière en nature telle que des loyers de bureau réduits ou l'accès à des installations informatiques. Toutefois, inévitablement, les contraintes financières auxquelles les universités ont dû faire face récemment se sont soldées par des mesures de réduction des coûts qui influent sur le montant du subside accordé aux presses universitaires. Selon le rapport de la MLA, « The Future of Scholarly Publishing » :

[traduction]

Des inquiétudes au sujet de la capacité des éditeurs d'œuvres savantes à demeurer solvables ont été exprimées depuis les années 1970, car les universités ont de plus en plus annulé une portion importante des fonds alloués aux presses qui leur sont affiliées [...] En fait, comme le signale Sanford Thatcher, directeur de la Pennsylvania State University Press, il est probablement plus exact de parler d'une « maladie chronique » que d'une « crise ». Néanmoins, les craintes que suscite la santé financière des presses universitaires se sont accrues considérablement au cours des dernières années.

Étant donné la diminution des subsides versés par les établissements universitaires et des ventes de livres savants aux bibliothèques, il est compréhensible que les presses universitaires dépendent plus que jamais des subventions à la publication d'œuvres savantes.

Les subventions prennent diverses formes, notamment des subsides internes découlant des ventes de livres parfois rentables, effectuées par une presse universitaire. Il peut s'agir de livres tels que les ouvrages de référence, les manuels de premier cycle ou les livres destinés au marché commercial. Plus particulièrement aux États-Unis, certaines grandes presses universitaires bien implantées peuvent également avoir accès à des fondations créées pour financer la publication d'œuvres savantes spécialisées. En outre, les subventions d'une fondation peuvent être accordées pour l'édition de livres particuliers ou des programmes d'aide à l'édition, dans des domaines qui intéressent la fondation. Une telle aide peut provenir de grandes fondations comme la fondation Rockefeller ou la fondation Ford ou d'organismes se consacrant à des disciplines particulières, telle la Donner Foundation, qui finance la recherche sur les politiques publiques, ou le Hanna Institute, qui subventionne les livres traitant de l'histoire de la médecine.

Aux États-Unis, la National Endowment for the Humanities (NEH) octroie une aide publique à incidence fiscale au domaine de la recherche aux États-Unis. Cependant, un climat politique hostile a empêché la NEH de répondre aux besoins financiers croissants du domaine. Selon le rapport de la MLA : [traduction] « des réductions importantes dans le budget de la National Endowment for the Humanities en 1996 ont mis en péril d'importants projets d'édition. » Même si en l'an 2000, le Congrès a accordé la première augmentation en quatre ans de l'aide financière versée à la NEH, la MLA estime que les fonds accordés ne sont pas suffisants [traduction] « pour assurer la survie d'éditions littéraires et historiques cruciales [...] (ou) pour mettre en œuvre de nouveaux projets d'envergure [...] »

Tandis qu'aux États-Unis la loi sur les impôts favorise un meilleur financement de l'édition d'œuvres savantes par l'intermédiaire des fondations privées, au Canada, c'est le contraire qui se produit. Dans ce pays, les programmes publics jouent un rôle plus important et plus crucial pour combler l'écart entre les coûts et les revenus. Le Programme d'aide à l'édition savante (PAES), financé par le CRSH, est particulièrement important pour venir en aide à la publication de livres savants au Canada.

1.2 L'édition d'œuvres savantes au Canada

1.2.1 Aperçu historique

Les éditeurs de livres savants sont solidement implantés au Canada dans les deux langues officielles depuis un peu plus de 50 ans. Les Presses de l'Université Laval ont été fondées en 1950, devenant ainsi la première presse universitaire au Québec. En 1953, Marsh Jeanneret a occupé le poste d'administrateur de la University of Toronto Press (UTP) et complété la création du programme de publication de livres de l'UTP, lancé vers la fin des années 1940.

Tel qu'il a été mentionné précédemment, le PAES a commencé à subventionner l'édition de livres savants au Canada en 1941-1942, mais l'infrastructure nationale pour l'édition de travaux universitaires était alors tellement sous-développée que la plupart des auteurs universitaires devaient chercher à faire publier leurs livres à l'étranger, principalement aux É.-U., au R.-U. ou en France. L'UTP, par exemple, bien que fondée en 1901, s'est

intéressée essentiellement, pendant la première cinquantaine d'années, aux activités touchant à l'impression, aux librairies et aux revues plutôt qu'à l'édition de livres. Les Presses de l'Université d'Ottawa avaient publié certains livres tant en français qu'en anglais à compter de 1936, mais son programme était modeste.

Lorsqu'il est arrivé à l'UTP, Jeanneret, éditeur chevronné de manuels scolaires, a mis en oeuvre un vaste programme et trouvé les ressources financières nécessaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université, pour financer ce programme. De même, l'Université Laval a mis en place une importante capacité pour la diffusion de travaux de recherche originaux de même que celle de manuels scolaires. Il était enfin possible pour les chercheurs canadiens travaillant dans l'une ou l'autre langue de voir leurs travaux publiés d'une façon professionnelle dans leur propre pays. En 1961, ces deux presses universitaires ont conclu une entente de co-édition du *Dictionary of Canadian Biography/Dictionnaire biographique du Canada*, soit le projet d'édition le plus ambitieux de l'époque.

Avec le temps, d'autres universités canadiennes ont fondé leurs propres presses universitaires. La McGill University Press a commencé à exercer ses activités en 1960 et les Presses de l'Université de Montréal, en 1962. Dans les deux cas, Jeanneret et d'autres collègues de l'édition ont répondu aux demandes de conseil concernant les pratiques exemplaires à adopter pour la mise en oeuvre d'un programme de publications d'œuvres savantes. Ces éditeurs ont senti qu'il était avantageux pour leurs propres presses d'encourager la participation d'autres universités à l'édition d'œuvres savantes, car étant en plein essor, le milieu de la recherche avait besoin d'un plus grand nombre de moyens de publication que ce qu'étaient en mesure de leur offrir l'UTP et Laval.

La University of Manitoba Press a été créée en 1967; les Presses de l'Université du Québec et la University of Alberta Press en 1969; la University of British Columbia Press en 1971; la Wilfrid Laurier University Press et la University College of Cape Breton Press en 1974; la University of Calgary Press en 1981. Ainsi, un réseau considérable d'éditeurs canadiens d'œuvres savantes a vu le jour, faisant parfois l'envie des collègues du secteur privé qui avaient tendance à voir ces éditeurs comme les joujoux chéris des universités auxquelles ils étaient affiliés.

Cependant, comme Jeanneret l'a bien fait comprendre dans son mémoire : *God and Mammon: Universities as Publishers*, publié en 1989, les universités subventionnant les

presses universitaires n'ont pas été prodigues pour soutenir l'édition savante. Des pressions constantes ont été exercées sur les UTP pour qu'elles fassent des profits en s'engageant dans des projets plus commerciaux, tels que *Portraits of Greatness* de Yousuf Karsh, en vue de financer les déficits résultant de la publication d'œuvres savantes. [traduction] « La question non résolue », a-t-il écrit, « est de savoir si une presse universitaire doit dépendre des profits générés par le marché pour assumer les responsabilités de son institution mère à l'égard de l'édition d'œuvres savantes. » Cette question préoccupe plus que jamais aujourd'hui les éditeurs d'œuvres savantes.

1.2.2 Collectivité de l'édition savante du Canada

La collectivité de l'édition savante du Canada se compose non seulement du réseau des presses universitaires dont on vient de donner un aperçu, mais aussi d'un certain nombre de maisons d'édition du secteur privé. On peut préciser également qu'elle englobe les chercheurs-auteurs, les examinateurs et les lecteurs de même que les institutions qui appuient la publication et la diffusion de la recherche savante, que ce soit les universités, les organismes subventionnaires ou les bibliothèques.

Le milieu des presses universitaires est restreint et intimement lié. Les directeurs de presses universitaires, les réviseurs et le personnel du marketing communiquent fréquemment entre eux lors des congrès et conférences de sociétés savantes. Ils se rencontrent à des salons du livre comme ceux de BookExpo America, l'assemblée annuelle de l'Association of American University Presses et aux salons du livre de Frankfort, de Paris ou de Londres, où ils cherchent à passer des ententes de co-édition avec des presses universitaires étrangères en achetant ou en vendant les droits territoriaux détenus sur chaque livre. De plus, ils s'intéressent au sein de l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC) à des questions touchant à leur bien-être commun.

L'APUC est une association professionnelle qui est dotée d'une structure plutôt informelle. Elle ne dispose pas d'un secrétariat permanent ni d'employés rémunérés, cependant, elle obtient le soutien des ressources humaines des presses membres. Dans le milieu de l'édition au Canada, l'APUC a pour particularité de représenter les presses universitaires anglophones et francophones, et de travailler pour le compte de deux groupes linguistiques dans le domaine de l'édition savante.

À juste titre, étant donné le caractère international de la recherche et de l'édition savante, les presses universitaires canadiennes jouent un rôle actif au sein d'organismes internationaux, tels que l'Association of American University Presses (AAUP). Cette organisation très collégiale a contribué au développement professionnel de l'édition savante au Canada. Deux éditeurs canadiens, Marsh Jeanneret et Peter Milroy, ce dernier étant actuellement directeur de la University of British Columbia Press, ont occupé le poste de président de l'AAUP en 1970 et en 2003, respectivement.

Les presses universitaires sont membres également d'associations professionnelles en fonction de la langue, soit l'Association of Canadian Publishers (ACP) et l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL). Elles font partie de ces associations aux côtés de membres du secteur privé, dont certains publient également des œuvres savantes admissibles à une subvention du PAES.

Des maisons d'édition du secteur privé publient des livres savants dans le cadre d'un vaste programme prévoyant d'autres types de publication. Il s'agit notamment d'éditeurs de manuels scolaires, comme par exemple Broadview Press, Fernwood Books ou Garamond Press; d'éditeurs généraux tels que Boréal Express, Fides, Hurtubise HMH ou Douglas & McIntyre; d'éditeurs de livres traitant de société et de politique tels que Lorimer ou Septentrion; de presses littéraires telles que Leméac, XYZ Éditeur ou Talon Books.

1.2.3 Aspects économiques concernant l'édition d'œuvres savantes au Canada

L'industrie de l'édition d'œuvres savantes au Canada est soumise à de grandes contraintes économiques. Ces contraintes résultent fondamentalement d'une population restreinte et, conséquemment, d'un petit nombre d'universités, de chercheurs et de bibliothèques universitaires qui achètent des ouvrages d'érudition; ainsi que d'un manque de soutien de la part des fondations privées nationales.

Ces contraintes sont compensées par le fait que le marché couvrant une bonne partie des activités de recherche et la publication de nombreux livres savants au Canada n'est pas limité aux frontières canadiennes. Les chercheurs dans bien des disciplines travaillent dans un contexte international et peuvent s'attendre à ce que des collègues spécialistes à l'étranger s'intéressent à leurs travaux de recherche. En outre, les programmes publics de financement du Canada, en particulier ceux du gouvernement fédéral, aident à soutenir

les programmes d'édition des presses universitaires nationales en complétant le produit des ventes de livres et d'autres revenus.

Néanmoins, les aspects économiques relatifs à l'édition de livres savants au Canada sont peu réjouissants – comme le faisait observer une éditrice universitaire interviewée : [traduction] « Ce sont des livres que ne touchent même pas les maisons d'édition commerciales. » Fondamentalement, elle attribuait cette situation au fait que l'édition savante, comme il a été indiqué au début de la présente section, n'est pas une activité commerciale mais un service. Elle ajoutait en outre : « Il faut donc subventionner ces livres d'une façon ou l'autre. »

Les entrevues effectuées auprès d'éditeurs de quatre grandes presses universitaires canadiennes, soit la University of Toronto Press, les Presses de l'Université de Montréal, la McGill-Queen's University Press et la University of British Columbia Press, ont relevé les diverses perspectives actuelles moyennes des éditeurs à l'égard de la plupart des livres d'érudition canadiens en ce qui touche aux tirages, aux ventes et au taux de vente au cours de la vie d'un livre. Les moyennes qui s'en sont dégagées varient en fonction de la discipline, du sujet et de la réputation de l'auteur.

Les tirages en moyenne

- une édition simple, livre relié ou broché : de 600 à 1 000 exemplaires
- une édition double, reliures cartonnées ou en papier; les reliures cartonnées : jusqu'à 300 exemplaires; en papier : de 500 à 1 000 exemplaires

Même dans le cas des co-éditions internationales, les tirages ne sont pas nécessairement plus élevés. Pour un travail scientifique spécialisé, édité à la fois par les Presses de l'Université de Montréal et les Presses de l'Université de Lyon, par exemple, Montréal n'a pris que 300 exemplaires pour l'Amérique du Nord et Lyon, 500 exemplaires pour l'Europe.

Les économies d'échelle, rarement atteintes dans l'édition de publications commerciales, sont encore plus difficiles à atteindre avec les ouvrages savants. Si l'éditeur peut imprimer un plus grand nombre d'exemplaires, il s'ensuit une diminution du coût de production unitaire de chaque exemplaire et une amélioration de la marge bénéficiaire brute. Cependant, le tirage moyen susmentionné d'un ouvrage savant ne représente que 20 à 30 p. cent du tirage moyen d'un ouvrage grand public à partir duquel l'éditeur

peut tout juste faire ses frais sur une vente de peut-être 3 000 exemplaires. Les tirages modestes sont donc le motif principal du prix de vente élevé des ouvrages savants – même si d'un point de vue commercial, ils devraient être encore plus chers afin de refléter leur coût réel.

En outre, on doit compter habituellement jusqu'à cinq ans pour vendre en totalité les tirages des ouvrages savants, si jamais on y parvient. Un taux de vente moyen, selon l'estimation d'un éditeur, serait le suivant :

- 250 exemplaires au cours des six premiers mois suivant la publication, lorsque le livre est acheté par les universitaires et les bibliothèques qui doivent en faire l'acquisition;
- 250 exemplaires au cours de l'année suivante;
- de 100 à 500 exemplaires au cours des trois à quatre années suivantes, à mesure que la renommée du livre s'étend à l'échelle internationale sous l'action du lent processus des critiques de revues spécialisées et du bouche à oreille.

Les difficultés financières créées par des coûts unitaires élevés, des marges bénéficiaires brutes inadéquates et de faibles ventes sont ainsi aggravées par le problème des lentes rentrées de fonds. À la fin de la durée économique d'un livre (à la différence de sa vie intellectuelle), un important déficit lié à sa publication subsiste. Selon une étude réalisée en l'an 2000 par l'Association des presses universitaires canadiennes (APUC), en calculant les déficits moyens liés à la publication d'un échantillon représentatif de 21 ouvrages savants publiés par les membres de l'APUC (10 ouvrages dans les sciences humaines et 11 dans les sciences sociales), on a obtenu les déficits moyens suivants par ouvrage :

- Sciences humaines : 12 299 \$
- Sciences sociales : 14 095 \$
- Global : 13 240 \$

Selon les informateurs clés, les déficits prévus peuvent augmenter et passer de ces montants à 20 000-25 000 \$ dans le cas de projets particulièrement importants et coûteux qui nécessitent un long travail éditorial, des illustrations, une sélection des couleurs et un papier de qualité supérieure, et des frais élevés d'impression et de reliure.

1.2.4 Programmes d'aide canadiens

L'édition savante au Canada maintient son niveau de production actuel en partie grâce à l'aide financière des programmes de subvention financés par l'État.

À l'échelle provinciale, l'aide financière accordée aux éditeurs varie sensiblement et est généralement assurée par les conseils des arts ou leurs équivalents. Au niveau fédéral, trois programmes d'importance subventionnent l'industrie de l'édition nationale. Voici ces programmes, en fonction de leur ordre d'importance budgétaire :

- l'Aide aux éditeurs, volet du *Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition* (PADIE), administré par le ministère du Patrimoine canadien;
- le *Programme de subventions globales* administré par le Conseil des arts du Canada ;
- le *Programme d'aide à l'édition savante*, administré par la Fédération canadienne des sciences humaines (FCSH) et financé par le CRSH.

Même si l'admissibilité à ces programmes est limitée aux maisons d'édition appartenant à des intérêts canadiens et sous contrôle canadien, les trois programmes visent des objectifs différents et les niveaux de ressources y afférents diffèrent, comme il est décrit ci-après. Il s'ensuit que les programmes ont différentes incidences sur les éditeurs de publications savantes et les autres éditeurs qui reçoivent leurs fonds. Outre les différences dans la taille des programmes, voici certaines des différences majeures :

- seul le PAES vise exclusivement à subventionner les publications savantes;
- seul le PAES prévoit une évaluation des manuscrits et lie les subventions à la publication de différents livres;
- seul le PAES est considéré comme un programme destiné aux auteurs, même si en pratique les subventions sont généralement accordées à l'éditeur du manuscrit concerné.

Le tableau suivant illustre les différences qui existent entre les budgets des trois programmes subventionnaires pour l'année financière 2003-2004 :

Tableau 1.2.4.1 Comparaison des budgets prévus par les différents programmes subventionnaires

Programme	Année de création	Budget 2002-2003*	Nombre approximatif de livres subventionnés
Aide aux éditeurs – volet du PADIE	1979	27,0 M\$	5 500
Programme de subventions globales	1972	8,7 M\$	2 400
PAES	1941	1,0 M\$	150

* N'inclut pas les fonds alloués aux frais d'administration.

Aide aux éditeurs, volet du PADIE

L'objectif stratégique général du PADIE est de deux ordres : objectif culturel et objectif ciblant l'industrie de l'édition. Il vise en effet à renforcer la viabilité financière de l'industrie de l'édition sous contrôle canadien en vue « *d'assurer le choix et l'accessibilité des ouvrages d'auteurs canadiens reflétant la diversité culturelle et la dualité linguistique du Canada* ».

D'autres volets du programme subventionnent la chaîne d'approvisionnement pour la distribution et la vente au détail de livres, les organisations et projets de l'industrie et la commercialisation des exportations.

Le volet Aide aux éditeurs, qui se chiffre à 27 millions de dollars, est le volet le plus important d'un programme de 39 millions de dollars visant l'industrie du livre. Ce volet assure une aide financière annuelle à quelque 217 éditeurs admissibles, notamment à 11 presses universitaires et à d'autres maisons d'édition publiant à l'occasion des ouvrages savants. Les onze presses universitaires sont les suivantes : les Presses de l'Université de Montréal, les Presses de l'Université d'Ottawa, les Presses de l'Université du Québec, les Presses de l'Université Laval, la McGill-Queen's University Press, la University of Alberta Press, la University of British Columbia Press, la University of Calgary Press, la University of Manitoba Press, la University of Toronto Press et la Wilfrid Laurier University Press.

La contribution financière de l'Aide aux éditeurs (PADIE) est calculée selon une formule financière fondée sur les ventes totales de chaque éditeur de livres admissibles (principalement des livres d'auteurs canadiens). Les éditeurs peuvent à leur guise affecter les fonds à divers aspects de leurs opérations. Le programme ne requiert aucune évaluation de la qualité du travail éditorial ou des manuscrits.

Les subventions provenant du PADIE permettent d'améliorer la situation financière des presses universitaires et d'autres éditeurs de publications savantes, mais ceux-ci ne sont pas tenus de réserver ces subventions pour la publication d'ouvrages savants particuliers. Les fonds peuvent servir, par exemple, à la publication de livres grand public (non savants), au paiement des salaires du personnel, au développement des ventes et des activités de commercialisation, aux frais d'administration et autres frais d'affaires généraux.

Le Programme de subventions globales du Conseil des arts du Canada

Les subventions globales sont des paiements forfaitaires annuels qui soutiennent les projets de publication de livres admissibles appartenant à certaines catégories littéraires: roman, poésie, théâtre, littérature jeunesse et essai créatif ayant une « valeur culturelle ». Les catégories inadmissibles incluent les manuels et les ouvrages commerciaux, tels que les livres de cuisine, les guides de voyage, les manuels pratiques, etc.

Les subventions globales visent à être une forme de soutien à la littérature canadienne. Elles reposent sur une formule de financement liée au nombre de livres admissibles publiés au cours des deux années précédentes, conjugué à une évaluation par un jury du programme de publication de chaque maison d'édition par rapport à celui des autres maisons d'édition similaires.

Les presses universitaires peuvent toucher des subventions globales du Conseil des arts du Canada, mais les subventions doivent servir uniquement à la publication des titres admissibles définis par le programme. Ces titres doivent être en général accessibles au public dans les librairies commerciales. Par conséquent, les ouvrages savants traitant des sciences humaines, sociales et physiques destinés uniquement à un lectorat universitaire spécialisé ou devant être utilisés principalement dans des cours universitaires sont *inadmissibles*. On estime que les critères d'attribution des subventions globales ont visé notamment à inciter les presses universitaires à publier davantage de livres grand public plutôt que des ouvrages de recherche destinés à un lectorat purement universitaire. Le programme peut avoir servi de mesure incitative pour certaines presses universitaires, comme la University of Alberta Press et la McGill-Queen's University Press, qui ont entrepris de publier des œuvres littéraires dans le domaine de la poésie et du roman.

Programme d'aide à l'édition savante

L'objectif du PAES diffère totalement de celui des deux programmes précédents. Il s'agit du seul programme ayant pour mandant précis de subventionner la publication d'ouvrages savants canadiens dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Conçu à l'origine pour venir en aide aux auteurs d'œuvres savantes, le PAES accorde des subventions pour défrayer les coûts de publication de manuscrits particuliers, selon la description donnée à la section 1.0 précédente.

En raison de son mandat, le PAES repose sur une méthode différente. Une fois qu'un manuscrit est accepté selon les lignes directrices du programme, il doit faire l'objet d'une évaluation par les pairs, ainsi qu'il a déjà été expliqué.

Depuis l'année 2003-2004, le PAES est régi par un protocole d'entente qui a été signé avec l'APUC. Dans le cadre de cette entente, le processus d'évaluation habituel a été modifié. En tant qu'administratrice du programme, la FCSH a convenu de fonder les décisions relatives à l'attribution de subventions sur deux ou plusieurs évaluations déjà fournies par les presses universitaires dans le cadre de leur propre évaluation par les pairs. Par ce protocole, on désire réduire les chevauchements, le gaspillage de temps et les coûts relatifs au processus de sélection. Néanmoins, les responsables du programme continuent de s'assurer des qualifications et de l'efficacité des évaluateurs dont les rapports sont soumis par les presses universitaires. Comme l'a indiqué un agent de programme : [traduction] « Le programme s'assure toujours d'une évaluation par les pairs objective. » Le processus d'évaluation initial du PAES continue de s'appliquer lorsque le candidat est un auteur ou un éditeur du secteur privé qui n'a mis en place aucune procédure d'examen, ou lorsque les évaluations effectuées par les presses universitaires sont jugées insuffisantes comme base de financement.

Selon un article intitulé « The Aid to Scholarly Publications Program 1940-1983 », paru dans le numéro de septembre 1983 de *Social Sciences in Canada*, qui a été rédigé par Philip J. Cercone, alors directeur du PAES, le programme a subventionné la publication de 423 livres savants rédigés par des auteurs canadiens au cours des trois premières décennies, soit de 1942 à 1971, ce qui fait en moyenne 14 livres par année. Cependant, en 1982-1983, par suite du développement rapide des sciences humaines et sociales au Canada, le PAES a subventionné la publication de 152 livres et le montant

des subventions s'est établi en moyenne à 6 100 \$. Cette année-là, le budget total de subventions du PAES s'est chiffré à 928 450 \$.

Pendant les 20 années d'inflation qui ont suivi, les chiffres de 1982-1983 n'ont pas beaucoup varié. En fait, depuis l'année 1990-1991, on constate une légère diminution des subventions du PAES, qui sont passées de 1,13 million à 1,02 million de dollars, tout en continuant de financer la publication du même nombre d'ouvrages, soit environ 150 par année. En raison de ce gel budgétaire, on a dû en effet limiter chaque subvention à un montant fixe de 7 000 \$. Ce montant couvre environ 53 p. cent du déficit moyen estimatif de 13 240 \$, enregistré dans le domaine de l'édition d'œuvres savantes, selon l'étude de l'APUC citée au point 2.2.3.

Le financement stable accordé dans le cadre du PAES contraste tant avec le volet Aide aux éditeurs du PADIE qu'avec le Programme de subventions globales du Conseil des arts du Canada. Ces derniers ont connu en effet des hausses importantes au cours des dernières années. Le financement de l'Aide aux éditeurs est passé de 16 millions de dollars en 1996 à 27 millions de dollars en 2003, soit une hausse de 69 p. cent sur sept ans. Entre-temps, le Programme de subventions globales, évalué en 2003-2004 à 7,9 millions de dollars, atteignait les 6,9 millions de dollars en l'an 2000, soit une augmentation de 14,5 p. cent en trois ans seulement.

Il est à noter que le PAES semble être assez unique par rapport au reste du monde, en tant que programme d'aide aux publications savantes, c.-à-d., en tant que programme financé par l'État qui accorde des subventions aux auteurs et aux éditeurs par le biais d'un processus de sélection par concours fondé sur l'évaluation par les pairs, mais qui n'est pas lié à une université ou institution particulière. À cet égard, ce programme ressemble à d'autres programmes canadiens qui subventionnent la publication de livres et qui ont peu d'équivalents directs dans le reste du monde.

Le programme qui se rapproche le plus du PAES semble être un programme de la British Academy, organisme du Royaume-Uni qui s'intéresse aux sciences humaines. Ce programme accorde de modestes subventions à la publication de livres (maximum 2 000 livres sterling) [traduction] « pour aider les auteurs à publier des monographies savantes » et « pour aider à défrayer les coûts de production lorsque l'édition d'un ouvrage n'est pas possible autrement ».

La U.S. National Endowment for the Humanities offre des subventions aux chercheurs pour qu'ils préparent les « éditions savantes » de travaux et de documents importants dans les domaines de la littérature et de l'histoire et dans d'autres disciplines, destinés à être publiés sous forme de livres. La plupart des presses universitaires américaines, cependant, comptent sur l'université à laquelle elles se rattachent ou sur des fondations privées pour obtenir une aide à l'édition de livres.

1.3 Enjeux actuels et perspectives

1.3.1 L'offre et la demande

Selon le rapport de la MLA intitulé « The Future of Scholarly Publishing », [traduction] « la monographie dont le nombre de pages équivaut à celui d'un livre est devenue une condition indispensable à la titularisation », mais les pressions économiques que subissent les éditeurs sont telles qu'il est peu probable que ceux-ci puissent répondre à la demande croissante. Dans la mesure où même les presses universitaires sont à la recherche de projets plus rentables, il est possible que « les jeunes chercheurs soient évincés du processus d'édition ». Dans une lettre en date du 28 mai 2002 envoyée aux membres, le président de la MLA, Stephen Greenblatt, a souligné cette idée en affirmant qu'il s'agit d'un problème systémique et que dans un avenir prochain une génération entière de jeunes chercheurs pourraient voir leur carrière compromise.

Comme aux États-Unis, les pressions qui s'exerceront sur les éditeurs canadiens de publications savantes et, par conséquent, sur le PAES pourraient être intenses. Le milieu universitaire risque d'envisager la recommandation de la MLA voulant que les professeurs en sciences humaines suivent l'exemple de leurs collègues en sciences économiques et en psychologie en acceptant, à des fins de titularisation, les articles publiés dans des revues ayant fait l'objet d'un examen professionnel. Selon le rapport de la MLA, des avantages secondaires pourraient en résulter également : [traduction] « En cessant de considérer la publication de livres comme la condition sine qua non pour offrir la titularisation et une promotion éventuelle, les universités et les collèges pourraient mettre davantage l'accent sur la qualité des publications plutôt que sur leur présentation. »

Il résulte notamment de cette situation, comme en témoignent les éditeurs interviewés, que des nouveaux chercheurs et des chercheurs connus tentent de court-circuiter les presses universitaires canadiennes pour publier aux É.-U., au R.-U. ou en Europe. Il arrive que les chercheurs croient que publier à l'étranger est plus prestigieux ou que les éditeurs étrangers peuvent publier leurs livres plus rapidement ou que les presses universitaires canadiennes ne disposent pas des ressources nécessaires ou ne publient pas adéquatement dans leur spécialité, ou encore, que le processus de financement des publications au Canada est tout simplement trop contraignant et trop lent pour répondre à leurs aspirations professionnelles.

1.3.2 Accessibilité et pertinence sur le plan social

En réponse aux pressions combinées résultant d'une diminution du financement institutionnel et des ventes de livres aux bibliothèques, de nombreuses presses universitaires ont décidé de publier des livres qui sont accessibles à un plus large public. En espérant augmenter leurs ventes, elles privilégient la publication de livres qui s'adressent non pas à un public universitaire spécialisé mais à un lectorat profane éduqué – par exemple, des livres qui traitent davantage des événements politiques ou des enjeux sociaux actuels. Ces livres sont vendus sur le marché des publications commerciales aux conditions fixées par les détaillants, notamment des remises, des retours et des modalités de crédit plus intéressants que ce n'est le cas habituellement avec les bibliothèques ou les librairies universitaires.

Willis G. Regier de la University of Illinois Press a soutenu, dans l'article cité précédemment, que les éditeurs de publications savantes qui cherchent leur salut sur le marché des publications commerciales n'ont fait que se créer d'autres problèmes. Les chaînes de grande surface qui contrôlent une bonne partie du marché du détail, en particulier Borders et Barnes & Noble aux États-Unis et Chapters/Indigo au Canada, ont la triste réputation de commander des livres en grandes quantités et d'en retourner ensuite une grande partie pour laquelle elles obtiennent un remboursement intégral plusieurs mois plus tard. Les presses universitaires doivent désormais composer avec la réalité grave et inquiétante des retours de livres, un aspect qu'elles n'avaient jamais eu à prendre en considération auparavant.

Le directeur exécutif de l'American Association of University Presses, Peter Givler, a décrit d'une façon imagée les risques financiers courus par les presses universitaires qui

misent sur le marché des publications commerciales : [traduction] « Éditer des livres destinés au grand public en vue de réunir les sommes nécessaires pour financer l'édition d'œuvres savantes, avise-t-il, c'est comme jouer gros jeu au poker pour essayer de récupérer ce que l'on a perdu au black-jack » (*Chronicle of Higher Education*, 12 novembre 1999).

Les pratiques commerciales des magasins de détail à succursales sont clairement intenables comme principes économiques de base pour le secteur de l'édition. Elles mettent en évidence le réel danger qui va de pair avec le fait de contraindre les presses universitaires à dévier de beaucoup de leur vocation traditionnelle. Un autre type d'avertissement contre la campagne en faveur d'une plus grande accessibilité a été lancé par l'historienne américaine, Frederika J. Teute, dans un article publié dans le *Journal of Scholarly Publishing* (janvier 2001). De l'avis de cette dernière, cette tendance se traduit par une dégradation improductive des normes et de la qualité du discours intellectuel.

D'autres observateurs répliquent que les chercheurs doivent travailler pour et avec la collectivité pour s'assurer que leurs travaux de recherche abordent les questions préoccupant la société. Les législatures et les médias tournent parfois en dérision le financement public de la recherche érudite. On invoque comme motif le fait que les thèmes abordés sont trop hermétiques ou « obscurs ». Pourtant, la recherche spécialisée sur la culture de la Mésopotamie, par exemple, nous a aidés à mieux comprendre la culture de l'Iraq et des autres pays du Moyen-Orient. En outre, ce sont des études scientifiques publiées sous forme de livres qui ont aidé les décideurs à traiter de questions touchant à la sécurité nationale et aux libertés civiles, qui se sont posées par suite des attaques du 11 septembre contre le World Trade Centre, et des épidémies inattendues tels que le virus du Nil occidental et la « maladie de la vache folle ».

Pour illustrer le point de vue que le Canada doit non seulement mener et publier des travaux de recherche, mais qu'il doit les rendre accessibles aux collectivités qui tentent de résoudre des problèmes locaux ou régionaux, le CRSH a mis en œuvre une initiative de « mobilisation des connaissances ». L'une des composantes importantes de cette initiative est le financement du programme des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC). Dans le cadre de cette initiative, les chercheurs collaborent avec les organismes communautaires pour aborder des questions à caractère social, économique ou environnemental qui sont prioritaires pour les collectivités. Une mesure utile de la pertinence sur le plan social et de la reddition de comptes de l'édition

d'œuvres savantes peut être son degré d'ouverture à l'égard de la diffusion des résultats de la recherche « appliquée » plutôt que de la recherche « fondamentale ». Il serait également intéressant d'examiner dans quelle mesure ce type de recherche a été publié à la faveur des livres subventionnés par le PAES.

Les responsables du PAES (ainsi que d'autres programmes du CRSH) font face au défi de mettre en évidence la valeur de la recherche en sciences humaines et les résultats de cette recherche sur le plan social, dans un contexte de vive concurrence pour obtenir de l'État les fonds nécessaires à la réalisation de projets de recherche. En outre, compte tenu des exigences accrues du gouvernement en matière de reddition de comptes à l'égard des fonds publics, le Conseil du Trésor exerce des pressions sur le CRSH pour qu'il passe en revue ses programmes, qu'il y apporte les modifications nécessaires et qu'il supprime les programmes inefficaces ou inefficients.

1.3.3 Édition électronique

L'édition électronique est maintenant largement utilisée comme moyen de diffusion des revues savantes. De nombreuses revues, plus particulièrement en sciences et en médecine, ont abandonné complètement l'impression sur papier et sont exclusivement disponibles en ligne. De plus en plus, comme il a été signalé dans le *Quill & Quire* de novembre 2003, on s'attend à ce que l'on fasse la même chose avec les revues traitant des sciences sociales et humaines.

L'importance de cette innovation pour les chercheurs est illustrée par le Projet canadien de licences nationales de sites (PCLNS) : il s'agit d'un projet de 50 millions de dollars financé en partie par la Fondation canadienne pour l'innovation. Dans le cadre de ce projet, 64 bibliothèques universitaires canadiennes ont négocié un accès électronique de groupe à plus de 750 revues scientifiques et médicales internationales.

L'édition électronique, comme elle s'applique aux livres, aux ouvrages savants ou à d'autres publications, constitue un enjeu un peu plus complexe.

Jusqu'à ce jour, selon les experts dans le domaine de l'édition, l'édition électronique a donné de bons résultats dans le cas de livres comportant essentiellement un grand nombre de données : les dictionnaires, les encyclopédies, les atlas, les bibliographies et autres types d'ouvrages de référence. L'encyclopédie du Canada, d'abord publiée dans

les années 1980 en version imprimée par Hurtig Publishers, a été l'objet depuis de plusieurs versions présentées sur CD-ROM par l'éditeur McClelland & Stewart. Elle est maintenant disponible sur Internet grâce à l'aide financière de la Fondation Historica. La University of Alberta Press se prépare à publier sur Internet l'*Atlas of Alberta Railways*. Cet atlas comprend une compilation de cartes superposées très détaillées, d'illustrations et de photographies ainsi que 70 pages de texte. Les presses estiment qu'il est trop onéreux de publier cet atlas en version imprimée.

Ces publications se comparent aux bases de données consultables en ligne telles que les ressources documentaires ou les rapports sur les investissements, qui se prêtent particulièrement bien à la consultation électronique. On peut raisonnablement s'attendre que l'édition électronique de ce genre de publications ira en augmentant. Cette présentation offre aux éditeurs la possibilité de réduire les coûts relatifs à l'impression, à la gestion des stocks et à la distribution.

Appliquée aux monographies savantes ou aux autres livres conventionnels écrits en prose en grande partie ou en totalité, l'édition électronique devient moins évidente. Dans le secteur des publications commerciales, les efforts déployés au cours des cinq dernières années pour populariser les soi-disant « livres électroniques » ne se sont pas révélés fructueux. Les appareils portatifs appelés lecteurs de livres électroniques qui peuvent emmagasiner les textes de nombreux livres n'ont pas été commercialisés avec succès. En conséquence, de grandes maisons d'édition et de grandes librairies américaines comme Random House et Barnes & Noble ont fermé leurs divisions de l'édition électronique ou en ont réduit les activités.

Les problèmes liés à la résistance du consommateur sont essentiellement d'ordre pratique et l'édition d'œuvres savantes n'en est pas épargnée. Dans le cas de l'édition électronique, il n'est pas plus acceptable pour la grande majorité des lecteurs de lire à l'écran un texte dont le nombre de pages équivaut à celui d'un livre que de le lire sur papier. De nombreux lecteurs estiment de toute évidence qu'il est acceptable de lire à l'écran un article de revue et qu'il est certainement pratique de le télécharger en vue de l'imprimer. On ne peut en dire autant d'un texte comprenant 150 000 mots et 400 pages.

Bien que certains voient le problème comme une fixation excessive des auteurs du milieu universitaire et des comités de titularisation sur les ouvrages dont le nombre de pages équivaut à celui d'un livre, d'autres attirent l'attention sur le fait que la nature des études

universitaires rend le livre nécessaire. Comme l'a affirmé un directeur de presses universitaires : [traduction] « l'analyse dans le domaine des sciences humaines demande un traitement plus long. Si un auteur se penche sur des questions complexes, il doit développer une thèse ayant une certaine longueur afin que le lecteur puisse absorber l'enchaînement des idées de l'auteur ».

La plupart des presses universitaires canadiennes ont accordé des droits électroniques sous licence sur certains de leurs livres à des éditeurs de publications électroniques. Cependant, les directeurs des presses universitaires ont constaté que les conditions financières assorties à ces licences sont exorbitantes et que les ventes qui en découlent ne sont pas suffisantes pour les persuader de se passer du livre imprimé. Le fond du problème, soutiennent-ils, est que la diffusion électronique ne fait rien pour réduire le facteur qui contribue le plus aux coûts de l'édition d'œuvres savantes et il ne s'agit pas de l'impression, mais bien des activités utilisatrices de main-d'œuvre comme les processus de révision et l'évaluation par les pairs. Ces coûts ne varient pas, quelle que soit la forme de diffusion, et il faut donc générer des revenus de la vente de livres pour couvrir au moins une partie des coûts.

Dans le rapport de la MLA susmentionné, on soulève une question similaire. En outre, le rapport attire l'attention sur le fait que : 1) les lecteurs de livres électroniques et les programmes d'ordinateur servant à la lecture de textes sur des ordinateurs personnels ne sont pas encore standardisés ou compatibles; 2) les mécanismes ne sont pas encore en place pour assurer la permanence des publications électroniques contrairement à la stabilité matérielle du livre; 3) on craint que de grands conglomérats ne s'approprient le contenu des sources d'édition électronique et empêchent que l'accès soit abordable pour les chercheurs, comparativement à la facilité avec laquelle il est possible d'emprunter des exemplaires de livres dans les bibliothèques; 4) l'évaluation par les pairs des publications électroniques n'est pas encore fermement établie comme une méthode fiable de contrôle de la qualité.

L'une des solutions pratiques suggérées par les Presses de l'Université de Montréal pour permettre aux éditeurs de publications savantes de diffuser leurs œuvres par voie électronique peut consister à publier sur Internet certaines sections d'un manuscrit dont le nombre de pages équivaut à celui d'un livre, par exemple un résumé ou les 100 pages de bibliographie d'un manuel scientifique, afin d'assurer un accès plus universel à ce genre de contenu tout en publiant le manuscrit en version imprimée.

Un autre mode prometteur de diffusion électronique peut s'avérer économique et convivial. Les possibilités abondent avec l'avènement de l'impression sur demande. Un seul exemplaire d'un livre peut être imprimé et relié rapidement pour exécuter une commande du client. Une telle technologie permet aux travaux savants d'être stockés dans les bases de données et d'être « disponibles » indéfiniment, sans qu'il soit nécessaire de faire de multiples réimpressions qui occasionnent une gestion de stocks coûteuse et occupent un précieux espace d'entreposage.

À l'heure actuelle, l'impression sur demande n'est offerte que par quelques entreprises, telles que Xerox Corp., Lightning Print appartenant à Ingram, le géant du commerce de gros de livres aux É.-U., ou Trafford Publishing établie à Victoria (C.-B.). La University of Chicago Press, par exemple, en est à expérimenter actuellement l'impression de quelques livres en recourant aux services de Ingram. Cependant, tant que cette technologie ne sera pas davantage installée et utilisée dans les usines de fabrication et les librairies, là où les éditeurs et les consommateurs peuvent y accéder plus facilement, il n'est pas évident qu'elle pourra alléger les pressions financières qui s'exercent sur l'édition de livres savants.